

Recensions / Book Reviews

La Grèce contemporaine constitue aujourd'hui un thème souvent étudié par les jeunes chercheurs des Universités françaises. Deux thèses de doctorat d'État (science politique) méritent d'être mentionnées : l'une soutenue à l'Université de Nancy 2 par Marietta Karamanli, en 1999, l'autre présentée à l'IEP de Paris par Gilles Bertrand en 2000.

Marietta KARAMANLI : « État et société en Grèce : permanences et mutations »

La guerre du Kosovo, les déplacements et les exodes de population dans les Balkans ont mis au premier plan le rôle de la Grèce dans cette région d'Europe, exposé souvent de façon caricaturale par la presse occidentale, qui a l'habitude de présenter ce pays comme État « à part ». Il est vrai que nombre de commentateurs européens n'ont pas compris pourquoi la Grèce, membre de l'OTAN et de l'Union européenne n'a pas cru devoir approuver sans de sérieuses réticences la politique menée par ces deux entités à l'égard de la Yougoslavie et des États, qui en sont issus.

C'est donc pour expliquer la réalité étatique et politique de la Grèce, dont elle est originaire, que Marietta Karamanli, établie en France depuis une quinzaine d'années, où elle s'est impliquée activement dans la vie politique de son pays d'accueil, a souhaité, par la rédaction de sa thèse, faire connaître la réalité étatique et politique grecque, qu'ignore encore la grande majorité des milieux universitaires d'Europe occidentale.

L'auteur de cette thèse expose ainsi qu'aux pratiques clientélistes, fondées sur l'insuffisance de traditions civiques, qu'explique le lourd héritage de l'empire ottoman a succédé une modernisation politique et administrative, justifiée par une demande sociale en faveur d'une dépendance moindre par rapport au patronage des élus. Si M. Karamanlis insiste, à juste titre, sur l'importance de l'appartenance de la Grèce à l'UE pour expliquer l'ampleur des mutations en cours dans ce pays, elle ne croit pas cependant devoir souligner les conséquences de la chute de la dictature des colonels (1967-1974) sur l'évolution de

la politique hellénique. On doit en effet observer que la Grèce, dès la fin de ce régime militaire, et par réaction à celui-ci, a tenu à s'engager, de façon accélérée sur la voie de la modernisation avec une nouvelle Constitution et un système de partis politiques, débarrassé du poids des traditions passées. M. Karamanli expose avec soin les rapports entre l'État et l'Église orthodoxe, dont elle analyse l'influence, en déclin, selon elle, sur la vie politique.

Il convient enfin de mentionner que cette thèse a été rédigée avec l'heureux souci de mettre en pratique le principe de pluridisciplinarité puisque chacune des trois parties, qui la composent a été rédigée par le recours à une discipline spécifique : l'histoire, pour la première partie relative à l'État et à ses fondements, la sociologie pour la seconde partie concernant l'analyse des facteurs socio-culturels et le droit pour la troisième partie principalement consacrée aux réformes politiques et administratives.

Gilles BERTRAND : « Le conflit helléno-turc : nouvelles données et nouveaux acteurs dans le système postbipolaire et à l'âge de la globalisation »

Spécialiste, de la Grèce et de la Turquie, Gilles Bertrand, après différentes publications sur les Balkans, en particulier sur l'ex-République yougoslave de Macédoine (FYROM) a consacré sa thèse au conflit helléno-turc, qu'il étudie dans la décennie 1990 marquée par la post-bipolarité et un essor sans précédent des échanges mondiaux et de nouvelles manières de penser le monde. Avec la disparition de la guerre froide, et la globalisation, les relations internationales se trouvent modifiées. G. Bertrand se demande donc si le conflit helléno-turc, inter-étatique par nature n'est pas affecté par les profonds changements économiques et sociaux, culturels, et politiques à l'échelle mondiale. Son approche sociologique du conflit helléno-turc le conduit à mettre en lumière l'action des acteurs non étatiques, non sans traiter de façon classique les facteurs de ce conflit dans les deux premières parties de la thèse intitulées, « Un conflit hors du cadre bipolaire » et « Le conflit dans le nouveau contexte post-bipolaire ».

G. Bertrand fait preuve d'une incontestable originalité avec sa troisième partie consacrée aux « Initiatives de paix non étatiques » dans laquelle il expose les initiatives de rapprochement entre la Grèce

et la Turquie, dont il établit une typologie. S'il évoque- peut- être en le surestimant – l'impact de l'Association d'amitié gréco-turque, fondée par les compositeurs Zûlfü Livaneli et Mikis Théodorakis, il décrit très judicieusement les nombreuses manifestations de sympathie et de solidarité entre les sociétés civiles grecque et turque observées en 1999, année au cours de laquelle la Grèce et la Turquie ont été éprouvées par différents séismes. G. Bertrand a eu aussi l'heureuse idée de faire le point sur l'affaire Loïzidou, qui concerne la requête d'une Chypriote contre la Turquie devant la Cour européenne des droits de l'homme, et éclaire ainsi tant la judiciarisation du conflit helléno-turc, que l'initiative d'une citoyenne chypriote désireuse d'obtenir satisfaction pour la défense de ses intérêts face à l'impuissance de son gouvernement.

Utilisant largement, pour ses recherches, les sources de la presse de Grèce, de Turquie et de Chypre, grâce à son apprentissage du grec et du turc, G.Bertrand a aussi conduit une centaine d'entretiens avec des responsables politiques, des universitaires, des journalistes et des acteurs non étatiques de ces trois pays, qui lui ont ainsi permis de rédiger une thèse d'une rigueur remarquable.

Jean Catsiapis